

Cote du document:	<u>EB 2016/119/R.47</u>	
Point de l'ordre du jour:	<u>27</u>	
Date:	<u>12 décembre 2016</u>	F
Distribution:	<u>Publique</u>	
Original:	<u>Anglais</u>	



Investir dans les populations rurales

Révision du document Intégrer la problématique du climat dans les programmes financés par le FIDA

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Margarita Astralaga
Directrice de la Division
environnement et climat
téléphone: +39 06 5459 2151
courriel: m.astralaga@ifad.org

Luis Jiménez-McInnis
Directeur du Bureau des partenariats
et de la mobilisation des ressources
téléphone: +39 06 5459 2705
courriel: l.jimenez-mcinnis@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent dix-neuvième session
Rome, 14-15 décembre 2016

Pour: Information

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Résumé	iii
I. Introduction et contexte	1
II. Le FIDA et l'adaptation au changement climatique	2
III. Le programme du FIDA pour intégrer la problématique du climat dans ses activités	5
A. Que signifie l'intégration de la problématique du climat?	5
B. L'engagement du FIDA en faveur de l'intégration de la problématique du climat	8
C. Le financement de l'engagement du FIDA en faveur de l'intégration de la problématique du climat	9
D. La mise en œuvre de l'engagement du FIDA en faveur de l'intégration de la problématique du climat	12
Appendices	
I. Indicators to track institutional progress on IFAD's 10 commitments for climate mainstreaming (Indicateurs utilisés pour suivre les progrès réalisés par l'institution au regard des 10 engagements pris par le FIDA en faveur de l'intégration de la problématique du climat)	1
II. Climate Mainstreaming Results Measurement Framework in IFAD's portfolio (Cadre de mesure des résultats en matière d'intégration de la problématique du climat dans le portefeuille du FIDA)	2

Sigles et acronymes

ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
ASAP2	Deuxième phase de l'ASAP
CCNA	Contributions complémentaires non affectées
COSOP	Programme d'options stratégiques pour les pays
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIDA9	Neuvième reconstitution des ressources du FIDA
FIDA10	Dixième reconstitution des ressources du FIDA
IDA	Association internationale de développement
NICAVIDA	Projet de promotion de moyens de subsistance durables en faveur des exploitants familiaux du "couloir sec" au Nicaragua
PESEC	Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance

Révision du document

Intégrer la problématique du climat dans les programmes financés par le FIDA

Résumé

1. À sa cent dix-huitième session, le Conseil d'administration a donné son aval au document intitulé Intégrer la problématique du climat dans les programmes financés par le FIDA. Une version actualisée de ce document, révisée à la lumière des conclusions de la 22^e Conférence des Parties (COP 22) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue à Marrakech du 7 au 18 novembre 2016, est ici présentée pour information. Elle illustre le programme du FIDA pour intégrer la problématique du climat dans ses activités et les efforts déployés par le Fonds afin que son engagement à cet égard se traduise dans les faits au-delà de la période couverte par la dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10).
2. Mettant à profit les expériences passées et les engagements actuels, le document précise quel est le bien-fondé de l'intégration de la résilience au changement climatique dans les opérations du FIDA ainsi que les possibilités et risques y afférents. Il indique également quelles sont les options de financement aux fins de la mise en œuvre du cadre d'intégration des questions climatiques et quelles sont les trajectoires d'impact simplifiées pour l'intégration du climat dans le portefeuille du FIDA.
3. Après avoir, tout au long de FIDA9, donné une première impulsion substantielle en faveur de l'intégration des questions climatiques, rendue possible et facilitée par le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP), le FIDA se lance dans la deuxième phase d'une transition décisive vers la pleine intégration de ces questions dans ses stratégies de pays et son portefeuille de projets. Au titre de FIDA10, le Fonds s'est engagé à déployer ces résultats à plus grande échelle et à assurer, d'ici à 2018, la prise en compte systématique des questions climatiques dans ses activités grâce à un programme en dix points.
4. Le FIDA aura recours à trois instruments complémentaires pour exécuter son programme d'intégration des questions climatiques:
 - i) les contributions de reconstitution versées par ses États membres pour appuyer des investissements concrets dans des systèmes d'exploitation agricole et des filières à faibles émissions de carbone et résilients au changement climatique;
 - ii) les fonds supplémentaires destinés à l'assistance technique, au renforcement des capacités, à l'innovation et à la reproduction à plus grande échelle; et
 - iii) le cofinancement pour couvrir les coûts supplémentaires qu'entraîne l'adaptation au changement climatique dans des situations où la gestion des risques climatiques occasionne un surcroît considérable de dépenses.
5. Les contributions complémentaires non affectées (CCNA) versées à FIDA10 pour l'adaptation au changement climatique seront les piliers de ce nouveau programme et financeront des investissements sensibles au climat dans le programme de prêts et dons. Les CCNA témoignent du fait que le changement climatique agit comme un facteur d'atténuation pour le développement et que, dans le contexte du changement climatique, des investissements supplémentaires sont nécessaires pour conserver sur le long terme les acquis du développement. Elles permettent également une plus grande flexibilité programmatique et géographique dans les activités du FIDA en matière de climat pour faire en sorte que ces dernières parviennent et profitent à tous les États membres.

6. Ce modèle d'intégration prévoit une assistance technique spécifique à l'appui des investissements résilients au changement climatique dans le programme de prêts et dons qui sera financée par la deuxième phase de l'ASAP (ASAP2). L'ASAP2 mobilisera, auprès de donateurs intéressés, des financements supplémentaires qui seront programmés en tant que dons, au travers d'un large éventail d'institutions, pour continuer de soutenir l'assistance technique, l'innovation, le renforcement des capacités, la concertation sur les politiques, les actions de plaidoyer ainsi que les biens collectifs régionaux ou nationaux, afin de soutenir les investissements et opérations sensibles aux questions climatiques dans le portefeuille du FIDA.
7. Un cadre de résultats illustrant la façon dont les investissements du FIDA contribuent à l'adaptation au changement climatique est présenté à l'appendice II.

I. Introduction et contexte

1. Dans le monde entier, les agriculteurs, les entreprises et les gouvernements font état d'une incidence croissante du changement climatique sur la production agricole et la sécurité alimentaire, et tentent de trouver des moyens pour s'y adapter. À une date récente encore, le changement climatique était largement considéré comme un problème relevant de l'avenir. Pourtant, parmi ses conclusions principales, le Cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat indiquait dès 2014 que les changements climatiques se déroulent de nos jours, avec des conséquences affectant la population rurale à l'échelle mondiale. À la Conférence des Parties (COP 21) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue à Paris en décembre 2015, 195 pays ont adopté un accord mondial et contraignant sur le climat, qui entrera en vigueur en 2020. À cette fin, les pays développés se sont engagés à honorer l'engagement constant qu'ils ont pris de mobiliser conjointement 100 milliards d'USD de financements climatiques par an d'ici à 2025.
2. Les petits exploitants agricoles sont particulièrement touchés par les effets du changement climatique. En effet, ils habitent des milieux qui sont parmi les plus vulnérables et marginaux de la planète, comme les versants collinaires, les aires de parcours, les zones arides et semi-arides, les deltas et les plaines inondables, et ils dépendent donc pour leur subsistance de ressources naturelles sensibles au climat. Ils sont par conséquent hautement vulnérables à la hausse des températures, aux précipitations irrégulières, aux infestations de ravageurs et à l'élévation du niveau de la mer ainsi qu'à des événements extrêmes tels qu'inondations, sécheresse, glissements de terrain, typhons et vagues de chaleur. Les petits paysans souffrent souvent d'insécurité en matière de droits fonciers et sur les ressources naturelles, n'ont qu'un accès limité aux marchés et aux financements, et ils n'ont guère voix au chapitre dans les débats mondiaux et nationaux sur les questions liées au changement climatique. Pourtant, si les ruraux pauvres supportent l'essentiel des conséquences du changement climatique, ils constituent aussi une partie de la solution à ces problèmes.
3. Le changement climatique influe sur les programmes d'investissement du FIDA de différentes façons:
 - Rendement des cultures. Les travaux de recherche scientifique montrent que le changement climatique réduit les rendements mondiaux nets de maïs et de blé. L'incidence sur la culture du riz et du soja est toutefois moindre. Si des effets positifs sont observés sous certaines latitudes élevées, les effets négatifs sont plus fréquents.
 - Abondance et répartition des stocks de poissons d'eau douce et de mer. Les prises de poissons vivant dans les mers chaudes ont augmenté sous les latitudes élevées, tandis que les prises d'espèces subtropicales ont diminué. Cette évolution a des conséquences négatives pour les petites pêcheries côtières dans les pays tropicaux, qui emploient la majorité des employés des pêcheries de capture. La diminution des prises et la baisse de revenus qu'elle entraîne érodent leur sécurité alimentaire.
 - Flambée des prix des produits agricoles. Depuis 2007, les prix internationaux des denrées alimentaires ont connu plusieurs épisodes de hausse rapide, avec une incidence sur les consommateurs dépendant des marchés alimentaires internationaux. Ces hausses de prix résultent de facteurs multiples, et notamment de la demande concurrente de produits destinés à l'alimentation humaine, à l'alimentation animale et aux biocarburants. Mais les envolées des prix suivent aussi les événements climatiques extrêmes, qui deviennent plus fréquents par suite de l'évolution du climat.
 - Prévalence de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. Les conséquences néfastes du changement climatique se font surtout sentir dans les régions tropicales, où l'exposition accrue à la menace climatique coïncide avec une densité

de population plus grande, une moindre sécurité alimentaire et un taux de développement rural plus faible. On estime que c'est en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud, en Amérique centrale et dans certaines zones de la région andine que la sécurité alimentaire et l'économie locale risquent le plus de souffrir du changement climatique.

- Filières agricoles. La multiplication de phénomènes climatiques extrêmes tels qu'inondations, sécheresse et vagues de chaleur nuit à de nombreuses filières agricoles. Ces effets peuvent se concrétiser au stade des intrants (besoins accrus d'engrais, d'eau et de pesticides, par exemple), de la production (rendements et dommages aux infrastructures), de la transformation (besoins accrus d'eau et d'énergie), du stockage (besoins de stockage plus durable et plus solide), du transport (coupure de routes d'accès) et de la commercialisation (fluctuation des prix).
4. Le changement climatique a deux conséquences principales pour le FIDA. En premier lieu, le FIDA est confronté à une recrudescence des risques, pertes et dommages d'origine climatique dans son portefeuille. Ces risques ne sont pas également répartis, touchant certains pays plus que d'autres. Dans les pays très vulnérables, en raison des chocs et contraintes climatiques, le FIDA voit disparaître les gains acquis en matière de développement ainsi que les progrès accomplis sur le front de la réduction de la pauvreté. Les investissements requis dans ces pays pour soutenir le développement face à des conditions climatiques plus défavorables et incertaines doivent être financés par des allocations de ressources supplémentaires. D'après le rapport établi en 2015 par le Programme des Nations Unies pour l'environnement sur les besoins suscités par l'adaptation (Adaptation Gap Report), le coût de l'adaptation au changement climatique dans les pays en développement pourrait atteindre un montant compris entre 280 milliards d'USD et 500 milliards d'USD par an d'ici à 2050, soit plus de trois fois le montant précédemment estimé par la Banque mondiale, en 2010. L'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale part de l'hypothèse que la hausse des crédits de l'IDA nécessaire pour maintenir le niveau net de services qui serait fourni à ses clients dans un scénario "sans changement climatique" est comprise entre 600 millions d'USD et 1,9 milliard d'USD par an, soit entre 6% et 21% du total des crédits de l'IDA.
 5. En second lieu, le FIDA a pris conscience de l'importance que revêt l'action préventive pour réduire ces pertes potentielles. Ainsi, l'organisation doit analyser de façon plus détaillée les risques climatiques de son portefeuille d'investissement; recenser plus systématiquement les risques climatiques pesant sur certains lieux, systèmes de subsistance et filières; mieux exploiter les différentes sources de fonds pour financer la gestion du risque climatique et la réduction du risque de catastrophe naturelle; et se familiariser avec la mise au point d'outils d'investissement plus innovants destinés spécifiquement à la réduction de ces risques.

II. Le FIDA et l'adaptation au changement climatique

6. Depuis longtemps, le FIDA s'emploie à renforcer la résilience grâce à la gestion durable des ressources naturelles. Bien avant que des financements climatiques supplémentaires ne soient fournis par les bailleurs de fonds, le FIDA finançait des programmes d'investissement en faveur des petits agriculteurs vivant dans des zones marginales et exposées aux risques. Dans nombre de ces cas, des technologies ont été adoptées pour aider les petits exploitants à faire face aux phénomènes climatiques extrêmes, en particulier dans des régions vulnérables aux conditions climatiques comme le Sahel africain. Grâce à ces travaux, le FIDA a acquis une expérience technique dans des domaines tels que l'agriculture en milieu aride, la gestion des parcours, la gestion des bassins versants et la diversification économique des moyens de subsistance.

7. Mettant à profit sa vaste expérience de la gestion de l'environnement et des ressources naturelles en milieu rural, le FIDA a entrepris de renforcer systématiquement, dans ses programmes d'investissement, la composante d'adaptation et de résilience au changement climatique, et ce en vue de minimiser le risque climatique dans le portefeuille du FIDA. Initialement fondée sur sa Stratégie concernant le changement climatique (2010) et sur sa Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement (2011), cette action a débouché sur une progression naturelle dans le nouveau Cadre stratégique du FIDA 2016-2025, dont l'un des objectifs stratégiques est de "renforcer la viabilité environnementale et accroître la résilience au changement climatique des activités économiques des populations rurales".
8. À partir de 2012, le FIDA a élaboré une vaste initiative d'adaptation au changement climatique, qui est entrée en application: le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP). Ce programme invite à systématiquement analyser et gérer les risques liés au climat dans les programmes de pays et les projets appuyés par le FIDA. Cette initiative a renforcé la contribution du FIDA à la résilience des ruraux pauvres grâce à une analyse plus systématique des vulnérabilités, opportunités et risques afférents au changement climatique; à davantage d'investissements et d'innovation dans la gestion des risques climatiques; et à la reproduction à plus grande échelle des techniques pour une agriculture durable ainsi que pour la gestion des terres et des eaux.
9. Au fil des trois dernières années, l'ASAP a permis de récolter une riche moisson d'expérience et d'enseignements, comme en témoigne l'évaluation externe menée par l'Overseas Development Institute en 2015¹. Dans cette étude, celui-ci confirme que l'ASAP est le plus grand programme d'adaptation consacré spécialement aux petits agriculteurs, et la référence ultime pour ce qui est d'intégrer, dans le cours normal des opérations, des réponses efficaces à l'incidence du changement climatique sur l'agriculture. Cette approche a conduit à une amélioration mesurable de l'intégration des questions climatiques dans les programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) ainsi que dans la conception des projets.
10. Bien que la première phase de l'ASAP a sensiblement modifié les opérations du FIDA, il ne s'agit là que du début d'un processus à plus long terme qu'il est nécessaire de mettre en œuvre afin d'investir en faveur du renforcement de la résilience des communautés rurales au changement climatique. L'ampleur du défi est considérable et les besoins en ressources sont importants. Lors de la COP 21, 195 pays ont adopté un accord mondial juridiquement contraignant sur le climat – l'Accord de Paris – qui, à ce jour, a été ratifié par 115 pays. Cet accord est entré en vigueur le 4 novembre 2016, renforçant ainsi la décision de la COP 21, dans laquelle figure l'engagement des pays développés à aller de l'avant sur la voie de la réalisation de leur objectif commun, à savoir mobiliser 100 milliards d'USD de financements climatiques par an d'ici à 2025, afin d'aider les pays en développement à faire face aux effets du changement climatique. De plus, un équilibre entre les financements destinés à l'adaptation et les financements destinés à l'atténuation est demandé, comme en témoigne la récente initiative phare de la COP 22 pour l'adaptation de l'agriculture africaine, qui a été lancée à l'occasion de la COP 22.
11. Une analyse des contributions prévues déterminées au niveau national présentées à la COP 21 par 149 pays clients du FIDA a fait apparaître que 93% d'entre eux considéraient l'adaptation au changement climatique comme une priorité dans le secteur agricole, et que 78 pays mentionnaient des objectifs en matière d'atténuation. Fort de l'appui qu'il a fourni à un grand nombre de ces pays pour la conduite d'actions d'adaptation qu'eux-mêmes jugeaient prioritaires, le FIDA demeure bien placé s'agissant de faciliter l'attribution de financements climatiques à ses États membres, les petits agriculteurs en étant les agents et "points d'entrée"

¹ www.ifad.org/documents/10180/a13a8847-b871-4e9e-b18e-aab84de48606.

principaux. Dans le cadre de la deuxième phase de l'ASAP (ASAP2), le FIDA continuera à aider les États membres à concrétiser leurs priorités en relation avec les contributions déterminées au niveau national dans le secteur de l'agriculture et du développement rural.

12. En parallèle, le FIDA a continué de mobiliser des financements pour le climat et l'environnement auprès de fonds fiduciaires multilatéraux tels que le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Fonds pour les pays les moins avancés, le Fonds spécial pour les changements climatiques, le Fonds pour l'adaptation et – à l'avenir – le Fonds vert pour le climat (qui a récemment accrédité le FIDA), en vue de traiter les questions relatives à l'environnement et au changement climatique dans ses projets. Ces financements sont réservés aux investissements qui correspondent au caractère additionnel du changement climatique dans les projets d'investissement du FIDA, de façon à financer les dépenses supplémentaires qui sont encourues pour faire face aux effets du changement climatique.
13. En mars 2016, le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA a mené une synthèse d'évaluations relatives à la gestion des ressources naturelles et de l'environnement au FIDA, qui constatait qu'entre 2010 et 2015 les investissements du FIDA dans ce domaine s'étaient montés à 350 millions d'USD, soit environ 7,3% du total. Ce montant ne comprend pas les ressources fournies par l'ASAP et le FEM, lesquelles ont, sur cette période, plus que doublé ce volume, élargissant la portée de l'intégration des questions climatiques à plus de 40% des projets d'investissement réalisés durant la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9).
14. Sur la période couverte par FIDA9 (2012-2015), le FIDA a accompli des pas de géant en ce qui concerne l'intégration de la problématique du climat dans ses activités. Cette réussite a reposé sur la pleine mise en œuvre de la première phase de l'ASAP, qui offrait une incitation clé à traiter les risques climatiques dans les projets financés par le FIDA. Ce programme est non seulement parvenu à attirer plus de 366 millions d'USD de financements bilatéraux en faveur de l'intégration d'actions urgentes d'adaptation dans les pays vulnérables, mais a en outre lancé l'intégration des questions climatiques dans toute une série de processus opérationnels et de pratiques institutionnelles au sein du FIDA. Ces processus sont les suivants:
 - L'intégration des indicateurs d'adaptation climatique dans le Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) du FIDA;
 - L'adoption de critères climatiques dans les protocoles d'assurance qualité du FIDA;
 - L'intégration des aspects climatiques dans les directives relatives aux COSOP, aux formulaires de conception des projets et aux rapports d'achèvement de projet;
 - L'intégration des questions climatiques dans les procédures d'évaluation sociale et environnementale du FIDA, aboutissant à un jeu révisé de procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC);
 - L'inclusion d'actions de formation aux questions liées au changement climatique dans le calendrier institutionnel de formation du FIDA;
 - L'élaboration de méthodes permettant d'inclure la valeur de l'adaptation climatique dans l'analyse économique et financière du FIDA.
15. Ces processus constituent des conditions préalables à remplir pour que le FIDA puisse réaliser un vaste programme consistant à intégrer les questions climatiques à 100% dans chaque aspect de son travail durant le cycle actuel de reconstitution des ressources (2016-2018) et pour qu'il programme effectivement les financements climatiques au cours des années à venir.

III. Le programme du FIDA pour intégrer la problématique du climat dans ses activités

A. Que signifie l'intégration de la problématique du climat?

16. Pour le FIDA, le terme "intégration" est synonyme d'inclusion de certains thèmes transversaux – comme l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, la sécurité nutritionnelle et la résilience climatique – dans les concepts, stratégies et processus en vigueur, de sorte qu'ils acquièrent un caractère standard et améliorent l'efficacité des investissements dans le développement. Dans la même optique, l'intégration des questions climatiques signifie la prise en considération, dans les programmes d'investissement du FIDA, des opportunités et risques afférents au changement climatique en mettant en place l'approche, l'expertise, les procédures et les outils institutionnels nécessaires. L'intégration des questions climatiques apporte une valeur ajoutée au travers des trois caractéristiques décrites ci-après.

i) Une analyse plus systématique des vulnérabilités, opportunités et risques afférents au changement climatique. Le changement climatique constitue une menace pour le développement. L'analyse des vulnérabilités climatiques est devenue un élément clé de toute programmation intégrant les risques, ainsi qu'une étape obligatoire de toute tentative d'intégration des questions climatiques au cours normal des opérations. Les investissements réalisés sur de telles bases prennent en considération, de façon plus approfondie, les risques et les possibilités que présente le changement climatique. À l'aide d'outils tels que les systèmes d'observation de la Terre et d'information géographique, la conception des projets peut tenir compte d'une cartographie des risques climatiques et des actifs exposés dans une zone cible spécifique, et en déduire les conséquences pour différents groupes de population et filières. L'intégration d'une telle analyse dans l'instruction standard des projets du FIDA aide les institutions partenaires du secteur agricole à mieux appréhender l'évolution des risques qui accompagne le changement climatique, et à visualiser les régions, les stratégies de subsistance et les filières qui sont les plus exposées aux risques. Parmi les exemples que comporte le portefeuille du FIDA, citons les suivants:

- la cartographie des risques climatiques pour les filières du café et du cacao au Nicaragua, qui permet de diversifier les filières et d'intégrer des infrastructures résilientes au changement climatique dans la conception des projets du FIDA;
- la cartographie des points vulnérables aux remontées salines et à l'érosion du littoral à Djibouti, qui est utilisée par le gouvernement pour orienter la planification des investissements dans le développement;
- l'analyse des risques de sécheresse menaçant les pâturages du Kirghizistan, qui permet d'améliorer les plans de gestion des parcours; et
- l'intégration d'une analyse des risques fondée sur des scénarios et d'une cartographie participative dans un projet d'investissement du FIDA au Mali visant à améliorer les plans d'occupation des sols.

ii) Davantage d'innovation dans la gestion des risques climatiques au sein des programmes d'investissement dans l'agriculture.

Certains instruments de gestion des risques climatiques ne font pas partie de l'arsenal traditionnel des institutions du secteur agricole. De manière générale, les ministères de l'agriculture ne cherchent pas particulièrement à investir dans les systèmes d'alerte précoce, les systèmes d'information météorologique, les assurances indexées sur les conditions climatiques ou les procédures de préparation aux catastrophes. L'intégration de tels éléments innovants et

complémentaires dans les programmes d'investissement du FIDA offre un espace permettant d'aider les institutions partenaires à mieux appréhender l'utilité et les avantages économiques que présentent ces technologies, et elle ouvre la voie à une planification des investissements plus résiliente sur le plan climatique. On peut citer les exemples suivants tirés du portefeuille du FIDA:

- mise à l'essai de différentes variétés de riz et évaluation de la performance de systèmes mixtes associant cultures et aquaculture, à différents degrés de salinité, dans le delta du Mékong, au Viet Nam;
- renforcement du code de la construction pour les installations de stockage et diversification des services énergétiques fournis au Rwanda en vue de réduire les pertes post-récolte dues aux événements météorologiques extrêmes;
- établissement d'un système d'alerte précoce au Bangladesh afin de réduire les pertes et les dommages subis par les petits agriculteurs en cas de crues éclair;
- renforcement du réseau de stations météorologiques au Lesotho destiné à fournir des informations plus fiables aux producteurs de laine et de mohair;
- établissement de programmes de petits dons (concursos) en faveur des organisations à assise communautaire dans l'État plurinational de Bolivie en vue d'encourager l'adoption de techniques agricoles plus durables; et
- promotion de technologies vertes (réfrigération et pompage solaires, par exemple) à des fins productives dans le secteur de la pêche à Djibouti.

iii) Reproduction à plus grande échelle des techniques pour une agriculture durable ainsi que pour la gestion des terres et des eaux.

Dans de nombreux contextes de programmes, la gestion durable des ressources naturelles à l'échelle des paysages constitue un très bon point d'entrée pour renforcer l'adaptation et la résilience fondées sur les écosystèmes. Il faut pour cela reproduire et transposer à plus grande échelle des approches de gestion des terres, des forêts et des eaux qui sont bien éprouvées et dans lesquelles le FIDA a déjà acquis une longue expérience. Nombre de ces pratiques se sont avérées efficaces à l'échelle d'un projet pilote mais, dans de nombreux pays en développement, elles n'ont pas encore franchi le seuil critique de l'adoption. Un degré supplémentaire d'appui technique, financier et politique est requis pour instaurer ces approches sur une plus grande échelle. L'impératif de l'intégration des questions climatiques contribue à sensibiliser les programmes de pays du FIDA à une perspective plus large, à l'échelle des paysages, sur les investissements agricoles, mais aussi à travailler sur les trajectoires institutionnelles et les espaces financiers permettant de reproduire à plus grande échelle la gestion durable des ressources naturelles. Les exemples suivants, tirés du portefeuille du FIDA, illustrent cette démarche:

- Reproduction de systèmes agroforestiers à l'échelle des paysages, qui s'est avérée être une stratégie à multiples gagnants. En effet, elle permet non seulement de mettre fin à l'érosion, mais aussi d'offrir d'autres sources de revenus, de conserver la biodiversité, d'améliorer le microclimat et de séquestrer le carbone. Dans les pays du Sahel, comme le Mali, le Nigéria et le Tchad, une bonne stratégie d'intégration des questions climatiques fait appel à une combinaison d'agroforesterie, de gestion améliorée des parcours et d'agriculture de conservation.
- Diffusion des technologies utilisant des énergies renouvelables dans différentes régions et filières. Le biogaz, par exemple, est une technologie multi-avantages qui fournit de l'énergie pour différents usages, comme l'éclairage et la cuisson, mais qui peut aussi servir d'engrais organique.

Cette technologie réduit la pollution de l'air intérieur et séquestre les gaz à effet de serre, les empêchant ainsi de contribuer au réchauffement global. La diversification des services énergétiques devient un thème majeur aux fins de l'intégration des questions climatiques dans de nombreux programmes d'investissement du FIDA, notamment au Bhoutan, en Égypte et au Paraguay.

- Expansion des systèmes d'irrigation efficaces, qui permet aux agriculteurs de tirer parti de terres marginales, sujettes à la sécheresse, et de cultiver, en contresaison, des produits à forte valeur. Les familles pauvres sont ainsi moins exposées aux fluctuations des prix et bénéficient d'un régime alimentaire plus riche. En outre, cette stratégie offre l'occasion de créer de nouvelles filières – pompes et matériel d'irrigation au goutte-à-goutte, par exemple. Le portefeuille du FIDA offre des exemples de cette approche en Côte d'Ivoire, en Égypte, au Ghana et à Madagascar.

Encadré 1

Intégration des questions climatiques dans les projets d'investissement de FIDA10 – le cas du Nicaragua

S'inspirant des outils et processus qu'il a mis en place durant FIDA9, le FIDA dispose maintenant d'un certain nombre d'exemples qui montrent comment l'intégration des questions climatiques s'est installée dans la conception des investissements de la Dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10). Le Projet de promotion de moyens de subsistance durables en faveur des exploitants familiaux du "couloir sec" au Nicaragua (NICAVIDA) constitue l'un de ces exemples. Ce projet s'inscrit dans le sillage du récent Projet d'adaptation aux marchés et au changement climatique (NICADAPTA), une opération financée par un prêt du FIDA complété par un financement ASAP; NICADAPTA a instauré de solides fondements et accentué la sensibilisation à l'échelle nationale quant à l'importance de l'intégration de mesures d'adaptation au changement climatique dans les processus de développement nationaux. S'appuyant sur cette expérience, le projet NICAVIDA est destiné à renforcer la résilience territoriale et familiale dans le couloir sec qui borde la côte Pacifique d'Amérique centrale et constitue un environnement extrêmement vulnérable. Ce projet met en place un système d'alerte précoce fournissant des informations agroclimatiques, promeut une planification à l'échelle du territoire et une gestion intégrée des bassins versants, et encourage la production d'informations et le renforcement des capacités locales en vue de développer l'agriculture de conservation dans l'environnement fragile que constitue ce couloir sec. Au niveau des investissements, une grande importance est attachée à la diversification productive et économique en tant que mesure d'atténuation des risques. Le projet appuie en outre la récupération de l'eau au niveau domestique et territorial, l'utilisation d'engrais organiques appropriés, le reboisement dans les zones de recharge des nappes phréatiques, et l'emploi de semences résistantes à la sécheresse et à la chaleur. La conception du projet intègre le fait que le changement climatique constitue un défi majeur pour le développement du couloir sec et, en conséquence, intègre des mesures de résilience dans toutes les activités du projet.

Encadré 2

Intégration des questions climatiques dans les programmes de pays de FIDA10 – le cas de l'Indonésie

En Indonésie, le FIDA a utilisé les PESEC comme point de départ pour intégrer les considérations de résilience climatique et de viabilité environnementale dans le programme de pays. Sur la base des conclusions du rapport préparatoire aux PESEC, les trois objectifs stratégiques du COSOP pour l'Indonésie sont centrés sur le renforcement de la résilience des communautés rurales. En particulier, l'objectif stratégique n° 2 – les petits exploitants familiaux sont plus résilients face aux risques – consiste à adopter une combinaison de mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets en vue d'aider les petits producteurs à faire face au changement climatique, à s'y préparer et à en atténuer les effets néfastes. Un résultat spécifique à atteindre, concernant des systèmes productifs durables et intelligents face au climat, encourage l'adaptation à l'aide d'approches de la planification de l'utilisation des terres à l'échelle des paysages; de la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement; de semences et variétés végétales améliorées et résistantes; et d'une remise en état durable des terres dégradées qui ont une faible biomasse sur pied (tourbières, terres déboisées, par exemple). La gestion communautaire des ressources sera encouragée pour prévenir la surexploitation et assurer une utilisation durable des ressources naturelles. Aux fins d'atteindre cet objectif, des mesures seront prises pour que les groupes cibles du FIDA disposent d'un accès équitable aux ressources foncières et naturelles et pour sécuriser leurs droits sur ces ressources. Les actions proposées dans le COSOP pour l'Indonésie répondent à des besoins et vulnérabilités clairement établis sur le terrain et constituent des balises encadrant un programme de pays résilient et intelligent face au climat.

B. L'engagement du FIDA en faveur de l'intégration de la problématique du climat

17. Après avoir, tout au long de FIDA9, donné une première impulsion substantielle en faveur de l'intégration des questions climatiques, rendue possible et facilitée par l'ASAP, le FIDA se lance, avec FIDA10, dans la deuxième phase d'une transition décisive vers la pleine intégration de ces questions dans ses stratégies de pays et son portefeuille de projets. Au titre de FIDA10, le Fonds s'est engagé à déployer ces résultats à plus grande échelle et à assurer, d'ici à 2018, la prise en compte systématique des questions climatiques dans ses activités, ce qui signifie que le changement climatique sera un paramètre explicite de tous les COSOP et rapports sur la conception des projets.
18. À cette fin, le FIDA a formulé un plan en 10 points visant à renforcer la résilience climatique et la durabilité environnementale dans toutes ses stratégies de pays et tous ses investissements. (L'appendice I présente les indicateurs qui seront utilisés par la direction du FIDA pour suivre les progrès réalisés au regard des 10 engagements pris par le FIDA en la matière.)
 - i) intégration de l'analyse du risque climatique dans le processus d'examen de tous les projets financés par le FIDA et stratégies de pays;
 - ii) poursuite de la formation interne au FIDA sur l'intégration des aspects climatiques;
 - iii) désignation d'un haut responsable comme "champion du climat", chargé d'encadrer et de promouvoir le programme d'intégration;
 - iv) renforcement de l'appui technique au personnel et aux équipes de pays en faveur de l'intégration des aspects climatiques;
 - v) recours accru au FEM et à d'autres ressources de cofinancement;

- vi) utilisation accrue des dons du FIDA comme instrument d'intégration des aspects climatiques;
 - vii) développement du recours aux outils satellitaires et systèmes d'information mondiaux;
 - viii) exploration des possibilités d'intégration d'un indice de vulnérabilité climatique dans le Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP);
 - ix) expansion des activités de communication et de partage des savoirs concernant les résultats et les enseignements tirés des travaux du FIDA sur les questions climatiques; et
 - x) expansion du rôle du FIDA dans la gestion du financement climatique.
19. Au travers de la mise en œuvre de son plan en 10 points, le FIDA aide ses États membres à réaliser leur plan climat national. Sur l'ensemble des contributions déterminées au niveau national (CDN) qui ont été annoncées à la COP21 à Paris, plus de 77% des pays ont inclus des objectifs d'atténuation dans l'agriculture, et 65% ont fait de l'agriculture une priorité pour l'adaptation. S'appuyant sur le soutien qu'il a fourni à nombre de ces pays pour mettre en œuvre leurs propres priorités d'adaptation, le FIDA reste bien placé pour aider les pays en développement à réaliser les engagements souscrits en matière d'adaptation au titre de leurs CDN et générer ainsi des avantages annexes, vérifiables, sur le plan de l'atténuation.

C. Le financement de l'engagement du FIDA en faveur de l'intégration de la problématique du climat

20. Sur les trois années couvertes par FIDA10, les investissements supplémentaires requis pour maintenir le niveau net de services fournis aux clients du FIDA en dépit du changement climatique sont estimés à quelque 10% du programme total de prêts et dons, soit environ 300 millions d'USD. Avec ces investissements, le FIDA compte atteindre au moins 7 millions de personnes appartenant à des ménages de paysans pauvres qui seront soutenues pour renforcer leur aptitude à faire face aux effets du changement climatique².
21. Faisant suite aux ambitieux engagements qu'il a souscrits dans son plan en 10 points pour intégrer les questions climatiques, le FIDA prend la mesure des coûts supplémentaires qu'entraîne le changement climatique pour le développement rural. Pour couvrir ces dépenses supplémentaires, le FIDA a besoin de mobiliser des financements additionnels pour les activités spécifiques d'adaptation au changement climatique.
22. Le FIDA aura recours à trois instruments complémentaires pour exécuter son programme d'intégration des questions climatiques:
- i) Les contributions de reconstitution versées par ses États membres pour appuyer des investissements concrets dans des systèmes d'exploitation agricole et des filières à faibles émissions de carbone et résilients au changement climatique, sans restriction d'utilisation de ces contributions par le FIDA sous forme de prêt ou de don ni quant à leur allocation géographique.
 - ii) Les fonds supplémentaires destinés à l'assistance technique, au renforcement des capacités, à l'innovation et à la reproduction à plus grande échelle; et

² Les chiffres se rapportent au nombre d'hectares de terre sur lesquels ont été adoptées des pratiques résilientes au changement climatique; au nombre de ménages bénéficiant d'un accès amélioré à l'eau pour la production et la transformation; au nombre de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre évitées ou séquestrées; et au nombre de plans de gestion des ressources naturelles à assise communautaire mis en œuvre qui seront actualisés une fois complété le cadre des résultats.

- iii) Le cofinancement pour couvrir les coûts supplémentaires qu'entraîne l'adaptation au changement climatique dans des situations où la gestion des risques climatiques occasionne un surcroît considérable de dépenses.

Contributions aux reconstitutions

23. Les contributions à la reconstitution représentent le pilier du modèle financier du Fonds. Par leur biais, les investissements du FIDA peuvent avoir des trajectoires d'impact susceptibles de contribuer directement à l'obtention de résultats en termes d'intégration de la problématique du climat.
24. La conséquence est que, même si les contributions de base demeurent essentielles pour financer la gouvernance et la viabilité à long terme du FIDA, les contributions complémentaires non affectées (CCNA) constituent une occasion précieuse d'assurer la pleine réussite des effets d'intégration de la problématique du climat. Alors qu'il est nécessaire de poursuivre les négociations en cours à l'échelle internationale dans le domaine des financements climatiques, face aux faibles avancées réalisées en termes de mobilisation de financements climatiques publics appropriés, prévisibles et additionnels, les CCNA offrent aux États membres du FIDA la possibilité de financer des activités d'investissement sur le terrain qui peuvent être considérées comme des contributions concrètes à la réalisation des objectifs des Conventions de Rio, tout en garantissant dans le même temps la sécurité alimentaire des communautés rurales les plus pauvres et les plus vulnérables.
25. Les CCNA seront utilisées afin de financer des investissements pour lesquels l'adaptation au changement climatique fait explicitement partie des objectifs. Grâce à ces contributions, les États membres du FIDA peuvent financer l'"ensemble des coûts additionnels convenus" liés au changement climatique dans les pays en développement en garantissant que ceux-ci profitent aux populations les plus touchées par le changement climatique et répondent à leurs besoins.
26. Les CCNA témoignent du fait que le changement climatique agit comme un facteur d'atténuation pour le développement et que des investissements supplémentaires sont nécessaires pour conserver les acquis du développement. Les CCNA sont nécessaires car, dans le contexte du changement climatique, les contraintes et les événements liés au climat neutralisent les progrès réalisés dans le domaine du développement. Dans ce contexte, les CCNA dans le domaine du climat contribuent à la reconstitution et permettent de tenir compte de ce facteur d'atténuation.
27. Avec les CCNA en faveur de l'intégration des questions climatiques, les États membres fournissent des ressources de reconstitution additionnelles, non assorties de droits de vote, qui sont pleinement alignées sur le programme du FIDA en faveur de l'intégration des questions climatiques, de l'efficacité des programmes et de l'efficacité du développement. Tout en appuyant les priorités thématiques formulées par la direction pour FIDA10, les CCNA n'introduisent pas de distorsion dans le système d'allocation existant, qui est transparent et équitable. Ces contributions sont déployées à l'aide du SAFP et mises à disposition aux mêmes conditions que les modalités et conditions financières ordinaires consenties à chaque État membre.
28. Contrairement aux financements du Fonds fiduciaire de l'ASAP et du Fonds pour les pays les moins avancés qui, à ce jour, ont surtout bénéficié aux pays les moins avancés et aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, les CCNA climatiques sont destinées à l'ensemble des pays membres du FIDA. Adoptant les approches et instruments de programmation qui ont été mis en place par l'ASAP, comme l'examen critique des risques climatiques et les indicateurs de résultats relatifs à l'adaptation, les CCNA climatiques offrent aux bailleurs de fonds la possibilité d'élargir la portée géographique du programme du FIDA pour l'intégration des aspects climatiques dans ses activités. En particulier, les CCNA climatiques aident le FIDA à mettre en œuvre une programmation intelligente face au climat et intégrant les risques, et ce dans tous les États membres, y compris ceux dont le PIB moyen par habitant est supérieur à la moyenne, mais où la pauvreté et la

vulnérabilité climatique sont inégalement réparties. Dans nombre de ces pays, une proportion non négligeable de petits exploitants agricoles vivent et travaillent sur des sites fortement dégradés que l'on peut décrire comme des poches de vulnérabilité ou de pauvreté. À cet égard, les CCNA fournissent un appui majeur au financement des investissements supplémentaires requis, à titre indicatif, pour adapter les opérations du FIDA à l'impact du changement climatique.

29. En juillet 2016, le FIDA avait reçu des annonces de contribution, au titre des CCNA climatiques, à hauteur de 92 millions d'USD. Ces engagements émanaient de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis et des Pays-Bas. Ces contributions représentent un catalyseur critique pour que le FIDA puisse passer d'un programme d'intégration des questions climatiques fortement dépendant de ressources additionnelles et de dons affectés à un programme dans lequel l'intégration climatique fait partie intégrante de tous les programmes de pays et contextes, sans dépendance excessive vis-à-vis de ressources affectées.
30. Par leurs CCNA, les États membres produisent un important effet de levier; en effet, chaque dollar ainsi versé donne lieu (par le biais du SAFP) à deux dollars de programmes financés par le FIDA (par capitalisation des rentrées futures au titre des prêts) et à un total de quatre dollars d'investissement (cofinancement compris) en faveur de l'adaptation des petits producteurs ruraux au changement climatique. Ces contributions signalent en outre une solide confirmation de leur engagement en faveur de la viabilité financière à long terme du FIDA, tout en leur permettant de déclarer, auprès du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, une partie de leur contribution de reconstitution en tant qu'aide publique au développement thématique, par exemple au regard d'engagements de financements climatiques.

Fonds supplémentaires

31. Outre les investissements en faveur de l'adaptation réalisés sur le terrain par le biais des contributions à la reconstitution, un appui renforcé, et constant, à des activités porteuses reste nécessaire pour garantir le succès des investissements du FIDA à long terme. Les fonds supplémentaires sont essentiels pour améliorer la conception et la programmation d'interventions spécifiques, garantissant ainsi qu'elles concourent à l'intégration de la problématique du climat. Ces fonds offrent au FIDA la souplesse voulue pour compléter ses investissements par de l'assistance technique et renforcent son aptitude à exécuter son programme d'intégration systématique des questions climatiques dans ses activités.
32. L'expérience acquise avec l'ASAP montre combien il est important d'investir dans des activités d'assistance technique qui aident les pays à améliorer l'efficacité de leurs institutions, systèmes de savoirs, cadres juridiques et politiques publiques de façon à encourager et mieux exploiter les investissements dans des systèmes agricoles à faibles émissions de carbone et résilients face au changement climatique.
33. L'ASAP, dans sa forme actuelle, continuera de promouvoir, grâce à des engagements financiers jusqu'à la fin de 2017, des approches et politiques sensibilisées aux questions climatiques, à l'aide d'actions d'assistance technique et d'investissements supplémentaires sous la forme de dons complémentaires aux projets ordinaires du FIDA.
34. Conformément à l'engagement pris d'intégrer pleinement la problématique du climat dans ses activités d'ici à 2018, le FIDA continuera de piloter le Fonds fiduciaire de l'ASAP au-delà de sa durée initiale de cinq ans. Intégrant un certain nombre d'ajustements résultant des acquis de la première phase du programme, le FIDA modifiera l'instrument actuel portant création du Fonds fiduciaire de l'ASAP afin de régir différemment l'utilisation des contributions à la deuxième phase de l'ASAP (ASAP2).

35. L'ASAP2 vise à mobiliser, auprès de donateurs intéressés, des dons supplémentaires qui seront programmés en tant que dons, au travers d'un large éventail d'institutions, pour continuer de soutenir l'assistance technique, l'innovation, le renforcement des capacités, la concertation sur les politiques, les actions de plaidoyer ainsi que les biens collectifs régionaux ou nationaux, afin de mettre en place un environnement favorable aux investissements et opérations sensibles aux questions climatiques. Ces activités faciliteront la concertation sur les politiques, qui permet de mieux relier les stratégies d'investissements dans l'agriculture aux engagements nationaux en matière de changement climatique. L'assistance technique se composera notamment des activités suivantes: transfert de technologies et de savoir-faire relatifs à l'adaptation entre pays et équipes de projet; analyse des vulnérabilités, opportunités et risques afférents au changement climatique; soutien à l'innovation pour la gestion du risque climatique et les technologies et entreprises à faibles émissions de carbone; autonomisation des femmes afin qu'elles participent à la prise de décision concernant la gestion des ressources naturelles et l'adaptation; documentation et diffusion des savoirs sur l'adaptation à des fins de plaidoyer et de sensibilisation; renforcement des capacités des institutions publiques et des organisations paysannes; recherche-action participative sur l'adaptation climatique et les options d'atténuation; et participation du secteur privé à la transposition à plus grande échelle des approches d'adaptation au changement climatique dans les programmes de pays.
36. Ces activités continueront d'exploiter les investissements provenant du programme de prêts et dons du FIDA ainsi que les cofinancements mobilisés auprès des gouvernements, du secteur privé et de sources bilatérales et multilatérales. Par conséquent, les dons octroyés au titre de l'ASAP2 seront exclusivement utilisés au profit de l'intégration des questions climatiques. Ils permettront de financer la fourniture d'une assistance technique spécifique ainsi que des initiatives spéciales qui permettront de démultiplier les effets des contributions de reconstitution et des CCNA sur le terrain. Ainsi, les résultats d'ensemble (activités et produits) de l'ASAP2 concourront à la mise en œuvre du programme du FIDA aux fins de l'intégration des questions climatiques. D'après l'expérience acquise lors de la première phase de l'ASAP, la direction entend mobiliser au moins 100 millions d'USD en faveur de l'ASAP2 au cours de FIDA10.
37. Les activités réalisées au titre de l'ASAP2 porteront expressément sur la problématique hommes-femmes et sur les priorités en termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Un vaste éventail d'instances gouvernementales, non gouvernementales, internationales et privées s'efforceront de développer et d'offrir divers produits et services dans le cadre de l'ASAP2.
- Cofinancement
38. Mobiliser des cofinancements est une dimension majeure du modèle opérationnel du FIDA. Ces dernières années, le FIDA est parvenu à mobiliser plus de 280 millions d'USD de financements à des fins climatiques et environnementales auprès de partenaires et de fonds tels que le FEM, le Fonds pour les pays les moins avancés, le Fonds spécial pour les changements climatiques et le Fonds pour l'adaptation. Durant FIDA10, les efforts visant à mobiliser de tels cofinancements vont se poursuivre, y compris par l'accès à de nouveaux mécanismes tels que le FVC.
- D. La mise en œuvre de l'engagement du FIDA en faveur de l'intégration de la problématique du climat
39. S'appuyant sur ces trois piliers de financement, le FIDA mettra en œuvre un cadre d'intégration des questions climatiques au sein duquel des activités spécifiques d'assistance technique, financées par l'ASAP2, favoriseront et alimenteront la conception et la mise en œuvre d'investissements résilients au changement climatique financés par le Fonds. Le FIDA poursuivra ses efforts de mobilisation de cofinancements auprès de fonds fiduciaires multilatéraux tels que le FEM, le Fonds

pour les pays les moins avancés, le Fonds spécial pour les changements climatiques et le Fonds vert pour le climat, afin de couvrir les dépenses supplémentaires liées au changement climatique.

40. Dans ce modèle d'intégration, qui associe harmonieusement dons de l'ASAP2 et contributions de reconstitution, le Fonds fiduciaire de l'ASAP sera centré sur les activités qui favorisent et informent l'émergence, en provenance d'autres sources, d'investissements intelligents face au climat, et qui les démultiplient. Au regard du cadre logique (appendice II), l'ASAP2 financera les activités et résultats nécessaires pour orienter les contributions complémentaires de base et non affectées vers des résultats concrets, sur le terrain, en matière de résilience au changement climatique.
41. Par exemple, en déployant des dons à titre de cofinancement sur une échelle plus restreinte que lors de la première phase, l'ASAP2 financera des évaluations des risques permettant de mieux cibler les investissements dans les régions et filières vulnérables. De plus, l'ASAP2 appuiera des services d'information sur le climat qui permettront aux institutions agricoles participant aux programmes d'investissement financés par le FIDA de prendre des décisions de planification mieux informées. Des actions spécifiques de renforcement des capacités et d'appui à l'égalité des sexes donneront aux femmes les moyens de devenir des agents du changement en vue de prendre la mesure des risques climatiques et environnementaux dans les programmes d'investissement du FIDA. Des activités spécifiques à l'intention des institutions privées aideront les programmes d'investissement du FIDA à s'engager davantage dans la promotion et la diffusion des innovations et technologies relatives à l'adaptation et à l'atténuation. Enfin, les processus de planification participative et de gestion des savoirs financés par l'ASAP2 serviront de fondements à l'allocation des ressources de reconstitution – contributions de base et CCNA – afin d'accroître l'efficacité et l'appropriation des approches de gestion des ressources naturelles.
42. Pour rendre compte à ses États membres et au public des progrès accomplis dans la mise en œuvre de son programme d'intégration de la problématique du climat, et pour distinguer les États membres "champions" qui ont apporté des contributions supplémentaires (CCNA et financements supplémentaires), le FIDA publiera un rapport annuel fondé sur les informations issues des mécanismes de suivi et de compte rendu (Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement, SYGRI et le Système de projets d'investissement et de dons). Par ailleurs, la direction s'attachera particulièrement à ce que les champions soient les premiers invités à participer, et à apporter leur contribution, aux manifestations du FIDA concernant les stratégies, politiques et ateliers d'apprentissage en rapport avec la priorité thématique qu'ils ont ainsi appuyée.

Indicators to track institutional progress on IFAD's 10 commitments for climate mainstreaming

Indicator	Target
1. Climate risk screening integrated into the quality enhancement process for all IFAD projects	100% of investments designs reviewed at quality enhancement stage include a climate risk rating
2. IFAD climate champion appointed to help guide and promote mainstreaming agenda	At least one senior manager in IFAD (EMC level) is actively championing internal and external communications about climate mainstreaming
3. Number of IFAD staff and consultants trained on climate issues	At least 200 IFAD staff and consultants are trained on climate issues
4. Number of mission-based support activities provided Environment and Climate Specialists	At least 50 field missions are undertaken per year with technical support by Environment, Climate and Adaptation Specialists
5. Number of partnerships operationalized with knowledge and technical service providers to support climate mainstreaming	At least 5 new institutional partnerships are operationalized or strengthened to provide climate-related services to IFAD country programmes
6. Number of IFAD grants supporting climate mainstreaming in IFAD's work at the regional and country level	At least 10 grants are awarded which have direct relevance to environment and climate mainstreaming in IFAD operations
7. Number of services provided to improve project design and implementation through earth observation & geographic information	At least 10 maps are produced per year which inform project design or implementation regarding climatic and/or natural resources aspects
8. Inclusion of climate-related aspects in IFAD's PBAS	Climate-related factors are being considered in the review of IFAD's PBAS formula
9. Number of communication products related to climate issues	At least 10 international publications are launched with relevance to climate mainstreaming (in scientific journals or on IFAD communication platforms)
10. Number of knowledge events related to climate issues	At least 10 international or regional events are organized with IFAD in a leading role on knowledge-sharing about climate issues

Climate Mainstreaming Results Measurement Framework in IFAD's portfolio

IFAD's Climate Mainstreaming Results' Measurement Framework provides an overview of how IFAD's investments contribute to climate adaptation and to deliver upon the IFAD 10 commitment to mainstream CC into 100% of IFAD's operations. These objectives and outcomes are to be achieved through a set of outputs that combine the replenishment contributions including UCCs and investments through GEF/LDCF/SCCF/GCF with the catalytic and enabling role of ASAP2. The overall goal of the climate mainstreaming agenda is to increase the adaptive capacity and climate resilience of smallholder's farmers in line with IFAD's overall Strategic Framework.

This RMF summarizes key results inherent to IFAD's CC mainstreaming agenda that underpin achievement of IFAD's Strategic Objective to "Strengthen the environmental sustainability and climate resilience of rural people's economic activities". These results complement those emanating from operations which are also guided by IFAD's two other Strategic Objectives " Increase rural people's productive capacities an increase rural people benefits from market participation". Integrated pursuit of these objectives underpins achievement of IFAD's overarching development goal to enable poor rural people to overcome poverty and achieve food security through remunerative, sustainable and resilient livelihoods. Each of these strategic objectives and IFAD's goal are being incorporated through new indicators in the updated IFAD10 Results Measurement Framework and measured through IFAD's Impact Assessment Initiative. Among other indicators, estimates will be provided on the "number of beneficiaries with greater resilience" as a result of IFAD's investment. For further details on IFAD's Strategic Objectives, overarching development goal and impact pathway reference is made to the IFAD Strategic Framework 2016-2025.

This RMF also responds to IFAD policy on gender equality and women's empowerment, enabling poor rural women and men to improve their food security and nutrition, raise their incomes and strengthen their resilience. Gender mainstreaming is also inherent to the IFAD's Climate Mainstreaming RMF and it is a cross-cutting issue embedded in all IFAD supported country programmes and investment projects. All indicators related to number (#) of persons will be disaggregated by the gender of beneficiary (male or female). To the extent applicable, outcome and output descriptors are aligned with the latest RIMS indicators (New Core Rural Indicators).

In this mainstreaming RMF, IFAD replenishment contributions, including UCCs, and cofinancing will continue to support activities at field level through projects and operations that will allow smallholder farmers to adopt environmentally sustainable and climate resilient practices for adaptation to CC. Those approaches that have proven successful in delivering resilience benefits to smallholders will be scaled up through community-based adaptation and natural resources management plans to systematically incorporate resilient investments.

Given the breadth of the mainstreaming of climate change agenda, IFAD will continue to actively engage partners (e.g. RBA , private sector, research institutions, etc.) to incorporate their knowledge and expertise in the delivery of programmes on the ground. In addition IFAD and its partners will strive to engage relevant stakeholders in the implementation of national climate strategies at national, regional and global level. IFAD will maintain a strong focus on capacity building and knowledge development for a sustainable agriculture; considering that climate mainstreaming will be done in an integrated way with other cross-cutting themes – especially women's empowerment, gender equality and nutrition.

Finally IFAD will continue its commitment to play its catalytic role to enable smallholder farmers to become significant beneficiaries of climate finance, ensuring that the complementarity of the different contributions will address a wider range of multiple benefits.

CLIMATE MAINSTREAMING RESULT MEASUREMENT FRAMEWORK IN IFAD'S PORTFOLIO

OVERARCHING GOAL: Rural people overcome poverty and achieve food security through remunerative, sustainable and resilient livelihoods

PURPOSE: Smallholder's farmers will achieve greater adaptive capacity and climate resilience

OBJECTIVE/OUTCOME	OUTCOME INDICATORS	OUTPUT INDICATORS
<p>1. COMMUNITY-BASED ADAPTATION Increased investment in community-based adaptation and natural resources management plans for resilient investments (including land, water resources and climate services).</p>	Percentage of beneficiary households adopting environmentally sustainable and climate resilient practices for adaptation to CC.	# of HH with improved access to water for agricultural production and processing. CRI* # of hectares of land brought under climate-resilient management. CRI* # of persons provided with climate information services. CRI*
<p>2. RESOURCE GOVERNANCE (Including land tenure) Increased participation of smallholder farmers in decision processes about the governance of climate-sensitive natural resources</p>	Percentage of beneficiary households reporting improved access to land, forests, water bodies or irrigation water for production purposes.	# of persons whose user's rights over natural resources have been registered in national cadastre and/or geographic management systems. CRI*
<p>3. LOW-CARBON AGRICULTURE Increased adoption of technologies and practices which lower the carbon footprint on agricultural systems.</p>	# of tonnes of GHG emissions (CO2) avoided and/or sequestered. CRI	# of individuals provided with technologies and practices that reduce or sequester greenhouse gas emissions. CRI*
<p>4. WOMEN'S EMPOWERMENT Strengthened enabling environment to empower rural women to have equal opportunity to participate in, and benefit from, profitable climate resilient agriculture activities.</p>	Percentage of beneficiary women reporting control over use of income generated activities through profitable climate resilient agriculture activities.	# of women engaged in priority setting about climate adaptation and mitigation investments.*
<p>5. POLICY ENGAGEMENT Strengthened enabling environment at national, regional and global level for climate mainstreaming.</p>	Percentage of IFAD member countries aligning IFAD support to agricultural investments strategies with national, regional and global climate change commitments.	# of COSOPs and CSN outlining climate-related risks and opportunities in SECAP review notes.*
<p>6. PARTNERSHIP ENGAGEMENT (Including private sector and South-South exchanges) Strengthened partnerships capacities to implement national climate strategies supported by IFAD programmes.</p>	# of public sector institutions and farmer-based organizations supported by IFAD implementing national climate strategies.	# of IFAD's partners promoting national climate strategies and/or climate-related South-South know-how initiatives.*
<p>7. KNOWLEDGE MANAGEMENT Increased knowledge on climate resilient agriculture approaches and practices available at national, regional and global level.</p>	#of national, regional and global dialogues on climate issues where IFAD supported projects or partners contributed actively.	# of climate-related knowledge products developed and disseminated.*
<p>8. CLIMATE RESOURCE MOBILIZATION Increased resources mobilized from different donors for climate-sensitive investments in support of smallholder agriculture.</p>	New climate-related investments in IFAD (Mitigation or Adaptation to Climate Change).	#of USDM mobilized from different donors for climate-sensitive investments.

Legend:

CRI: Refers to those indicators included in the list of new Core Rural Indicators.

Asterisk *: Refers to those indicators that are strengthened or reinforced specifically by the net incremental resources supported by UCCS and ASAP2.